

## en bref

**LOGEMENT** > Le DAL précise. Droit au logement réagit aux déclarations faites par M. Biasotto dans l'article de La Dépêche du Midi d'hier par lesquelles l'élu accusait le DAL de pratiquer la politique de la « chaise vide ». « Le DAL ne pouvait pas être au courant de la décision d'augmenter les loyers, le conseil d'administra-



tion en ayant décidé le 18 octobre dernier. A cette date nous n'avions pas d'élu, les dernières élections nous ayant permis d'obtenir un siège se sont effectivement déroulées le 6 décembre... Pour rappel, le DAL aurait sûrement pu siéger dès 2014 si M. Biasotto ne s'était pas obstiné en refusant que l'association se présente aux élections. Seul bailleur de France à prendre cette décision, Habitat Toulouse a été condamné à deux reprises par différents tribunaux et fut définitivement désavoué par le Conseil d'État l'année passée... Notre élu n'a pas participé au CA de fin décembre car il travaillait et son employeur n'a pu alors lui aménager son emploi du temps, malgré nos sollicitations la direction d'Habitat Toulouse a refusé qu'une suppléante puisse le remplacer. »

## finances publiques

## Les agents des impôts en grève pour « fêter » le prélèvement à la source

**l'essentiel** Les centres des impôts de la Haute-Garonne protestent contre « la destruction massive » des emplois. Mais aussi contre une « fiscalité de plus en plus injuste ».

À l'heure où la fiscalité et la fraude fiscale s'invitent au grand débat national, les fonctionnaires des finances publiques ont bien l'intention de participer à la discussion. Depuis lundi, en pleine période de pointe pour la première application de la retenue de l'impôt à la source, les agents de la Haute-Garonne se sont mis en grève à une forte majorité dans le cadre d'un appel national. Sur le terrain, les principaux centres des impôts du département (Carmes, Cité Administrative, Mirail, Rangueil, Colomiers, Muret, Saint-Gaudens) ont été bloqués et fermés, hier. Seul le centre de Balma est resté accessible pour les usagers. Et les plateformes téléphoniques ne répondaient plus. Autant dire que les contribuables qui s'inquiètent de leur taux d'imposition à la source n'ont pas pu être renseignés. « Ce n'est évidemment pas contre eux que nous agissons, rappelle Yves Peyras, du syndicat Solidaires, allié avec la CGT dans cette mobilisation. Mais au contraire pour défendre une qualité de service menacée par la destruction massive des emplois qui est programmée sur les quatre années à venir, 20 000 postes sur 107 000 au niveau national. C'est inédit, alors que l'accompa-



Les agents ont occupé la direction régionale des impôts, hier matin, et bloqué sept centres sur huit. / DDM

gnement des usagers n'a jamais été aussi nécessaire. La période de janvier à avril est relativement creuse pour les impôts, là, on reçoit 600 personnes par jour sur le seul site du Mirail, contre une petite centaine habituellement. Résultat, les gens sont renvoyés sur les services téléphoniques qui sont eux-mêmes saturés ».

Comme les Gilets jaunes, les agents dénoncent la politique fiscale d'Emmanuel Macron. « Il favorise les très, très riches, s'insurge Yves Peyras.

L'impôt sur la fortune (ISF), c'est anecdotique par rapport à la flat tax, le prélèvement forfaitaire unique sur les dividendes des banques ou des entreprises. Ils sont taxés à 30 % aujourd'hui, alors qu'ils étaient taxés à 41 %

« L'ISF, c'est anecdotique, avec la flat tax, la politique fiscale favorise les très, très riches »

auparavant avec 15,5 % de CSG en plus. Les mêmes personnes qui ne payent plus l'ISF ont eu droit à ce cadeau ». Les fonctionnaires de finances publiques veulent aussi une vraie chasse à la fraude fiscale estimée de 80 à 100 milliards

d'euros chaque année, et dénoncent « l'hypocrisie gouvernementale en constatant que les services de contrôle ont perdu 3 000 postes ». Ils rappellent également que leur pouvoir d'achat est en baisse depuis des décennies. Bref, la coupe est pleine, ce qui explique la forte mobilisation des grévistes, qui ont décidé de reconduire régulièrement leur mouvement, dans les mois qui viennent, à raison de trois jours par semaine pour « tenir dans le temps ». Pour les syndicats, « c'est la mobilisation la plus importante depuis une vingtaine d'années ». Et ils n'ont pas l'intention de capituler.

Gilles-R. Souillès

## Le chiffre

20 000

**POSTES** > Supprimés. Les agents des impôts veulent défendre une qualité de service et d'accueil des contribuables menacée, selon eux, par la destruction massive des emplois qui est programmée sur les quatre années à venir, soit 20 000 postes sur 107 000 au niveau national. Une réduction des effectifs d'une ampleur inédite.

## LE CENTRE DE RANGUEIL INCENDIÉ

Un incendie s'est déclaré vers 4 heures, dans la nuit de mercredi à jeudi, devant le centre des finances publiques de Rangueil. Des pneus ont été embrasés devant le hall d'accueil. Le gardien de l'établissement, qui a prévenu les sapeurs-pompiers, a été légèrement intoxiqué par les fumées dégagées par l'incendie. La façade du centre des impôts a été noircie et des vitres brisées. L'origine criminelle de ce feu ne fait pas de doute. La brigade de répression des atteintes aux biens de la sûreté départementale est saisie de l'enquête. L'acte n'a pas été revendiqué et les motivations des incendiaires restent un mystère...

## social

## Retraités : « Nous voulons retrouver un pouvoir d'achat digne »

Les retraités sont fatigués. Fatigués de toujours exprimer les mêmes revendications depuis un an. Hier matin, à l'appel de neuf organisations syndicales, dont la CGT, mille d'entre eux ont battu le pavé. « Nous aurions été plus nombreux si la pluie n'avait pas été de la partie », expliquent certains. Depuis un an, les thématiques de ces seniors, restent inchangées : le pouvoir d'achat avec la hausse de la CSG, le gel des retraites depuis 2013 et la non-indexation de celles-ci sur l'évolution des salaires. « Je suis retraité de la SNPE depuis 2003, témoigne Hubert. Ce que l'on voit aujourd'hui avec la diminution des retraites, c'est du jamais vu. Y compris chez nos parents. Et cette situation va s'amplifier, notamment avec la casse du système et les retraites par répartition et la mise en place de la retraite par points. Des mesures voulues par le gouvernement ». Jean est en retraite depuis 2006 des transports urbains. « Je suis passé de 1 720 € à 1 600 €, explique-t-il. On mène ce combat très régulièrement depuis deux ans, pour le pouvoir d'achat et on conti-



Les retraités ont défilé hier dans les rues de Toulouse, résolus à faire revenir le gouvernement sur le pouvoir d'achat. / Photo DDM, Nathalie Saint-Affre

nuera. Nous en avons besoin pour vivre normalement, nous soigner, participer à la consommation pour redresser l'économie, nous accorder des loisirs grandement mérités, aider nos enfants et nos petits-enfants souvent en difficulté ».

**Le cadeau au patronat**  
Secrétaire général de l'UCR

CGT 31, Daniel Pic, précise « l'évasion fiscale est passée aujourd'hui à 117 milliards d'euros. Un beau cadeau aux milliardaires et au patronat ! ». Présents dans le mouvement des Gilets jaunes, notamment aux ronds-points, les retraités mènent le même combat « ils rejoignent nos revendications. Ils se battent pour leur quotidien.

Même s'il est compliqué de faire une unité avec eux, quand ils refusent syndicat et politiques. Il faut y aller progressivement ». Une colère qui ne faiblit pas : « Au contraire. Le gouvernement a choisi d'ignorer nos demandes et de ne pas changer sa politique. Les retraités se chargent de lui rappeler ».

Silvana Grasso

## travaux

## Daurade et St-Pierre : la piste cyclable prolongée



Les places de stationnement sont supprimées quai de la Daurade et quai Saint-Pierre pour faire place à une piste cyclable. / Photo DDM T. B.

**TOULOUSE** / Le vélo gagne un peu de terrain dans la Ville rose avec un aménagement cyclable sur les quais historiques du centre-ville. En 2013, dernière année du précédent mandat, dans le cadre de la rénovation pilotée par l'architecte-urbaniste Joan Busquets, le quai Lombard a été aménagé en piste cyclable. Pour cela, les places de stationnement côté Garonne ont été supprimées. C'est la suite qui, après quelques années de battement, vient de débuter : le prolongement de cette piste sur les quais de la Daurade et Saint-Pierre, de part et d'autre donc du quai

Lombard. Les travaux ont commencé mi-janvier. Côté Daurade, les 150 mètres seront achevés fin février. Et côté Saint-Pierre, les 300 mètres en avril. Pour les riverains, il faudra se serrer un peu plus loin : sur le grand parking du cours Dillon, pour le côté Daurade. Et boulevard du Maréchal Leclerc, côté Saint-Pierre. Le tarif résident leur sera accessible. Les parkings souterrains concédés officiellement des tarifs résidents. Sur le site de Toulouse Métropole, des parkings de bailleurs sociaux sont également proposés à la location.